



**Conférence donnée lors de la session 2001
des Semaines Sociales de France,
« Biologie, médecine et société. Que ferons
nous de l'homme ? »**

Grand témoin La santé dans le monde, la croissance des inégalités

Marc Gentilini*

Mesdames et Messieurs,
vous avez eu une journée très remplie. Pour ne rien vous cacher, la mienne le fut aussi, et celle de demain le sera davantage. Si je dis cela, ne n'est pas par suffisance, c'est seulement pour souligner que les temps sont durs pour tout le monde. Les problèmes s'accumulent. Au fond, je n'ai pas de chance, parce que j'ai accepté la présidence de la Croix-Rouge française dans des conditions difficiles, et depuis tout va de mal en pis; il n'y a que des catastrophes ! J'ai commencé mon mandat avec l'ouragan Mitch en Amérique centrale; il y a eu ensuite un tremblement de terre en Colombie, l'effondrement de terrain au Venezuela, un nouveau séisme en Turquie, la guerre du Kosovo et l'Albanie, les naufragés kurdes du Var, les clandestins de Sangatte et du tunnel sous la Manche, les inondés de l'Aude puis de la Somme, l'explosion de Toulouse, le 11 septembre des États-Unis, l'Afghanistan, l'Algérie, l'éternel conflit israélo-palestinien, etc. Face à cela, il y a l'intervention dans l'urgence, mais surtout et souvent la réparation dans la durée !

Médecins du troisième millénaire, nous avons appris à sortir de nos citadelles, à ne pas être des incarcérés hospitalo-universitaires, à découvrir d'autres sites, d'autres gens, d'autres drames, par conviction d'une part et par profession d'autre part - puisque ma discipline était la pathologie infectieuse et tropicale. Je suis convaincu, comme beaucoup, que la vraie médecine n'est pas une médecine qui se sépare des autres, mais celle qui cherche la collaboration avec, en particulier, des agronomes, des hydrologues, des sociologues, des urbanistes, des écologistes... afin d'embrasser les situations les plus complexes dans leur ensemble et de lutter contre les inégalités.

Le problème des humanitaires actuellement, en Afghanistan par exemple, n'est pas d'aller soigner les gens. Même ceux qui s'adonnent à l'exercice médiatique consistant à agir dans l'urgence et, l'urgence terminée, à repartir, ont compris, tardivement, que

* *Professeur de médecine, président de la Croix-Rouge française*

cette démarche était insuffisante, et qu'il fallait, au-delà de la première heure, se soucier de la réparation puis du développement durable. Et les *cow-boys* de l'urgence sont bloqués aux frontières et attendent (après avoir rappelé qu'il ne fallait pas confondre *militaire* et *humanitaire*) que les militaires leur sécurisent la voie pour pouvoir s'engager. Or il faudrait plus d'humilité dans les démarches que nous, médecins, entreprenons. Beaucoup de remise en cause, y compris celle de dogmes installés depuis quelques décennies. Ça, ce serait une démarche saine et, de plus, utile. En Afghanistan, le problème n'est pas d'aller soigner tout de suite, ni d'installer des pompes pour produire de l'eau saine pendant quelques semaines; elle est de définir les conditions de la restauration de la société et son épanouissement. Mais, pour l'instant, toute l'*armée humanitaire* est mobilisée, l'arme au pied, et ne sert presque à rien. Le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) a quand même réussi à conduire des convois. L'Unicef relance son action, et des associations qui avaient l'habitude de travailler en Afghanistan ont pu commencer à se réimplanter dans la zone dite *libérée*. Mais nous devrions réfléchir davantage: au Kosovo s'est produit un exode massif de la population, et les *humanitaires* n'étaient pas prêts. À l'inverse, en Afghanistan, on a annoncé un exode massif de la population: toutes les organisations internationales, le HCR, l'UNICEF, la Fédération des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et d'autres étaient là, avec les tentes, les réchauds, les sacs de riz, et rien ne s'est produit. Cette vérité, on la cache à la radio et à la télévision, erreur d'analyse et arrêt de production.

Quittons l'Afghanistan d'Asie et gagnons un autre Afghanistan en Europe: Sangatte, près de Calais. Il y avait à Sangatte des hommes, des femmes, des enfants qui campaient, dans les rues, dans les squares, sans hébergement. La ministre de la Solidarité de l'époque et le ministre de l'Intérieur ont fini par se mettre d'accord et se dire: "Il faut faire quelque chose." Et les habitants de Calais ont dit: "Oui. Il faut faire quelque chose pour ces gens, parce qu'ils sont dans la rue et qu'il y en a quelques-uns qui, par les fenêtres ouvertes, entrent dans nos maisons et s'y installent. C'est vrai qu'ils ne sont pas méchants, et quand on s'étonne de leur présence, ils s'en vont. Ils ne prennent rien. Mais enfin, tout de même, il faut faire quelque chose !" Alors on a ouvert, dans un immense hangar, un centre d'hébergement précaire. On nous a dit: "On vous confie cela, mais n'en faites pas trop, parce que sinon ce sera attractif; et il ne le faut pas. Il faut que la précarité du lieu soit dissuasive." On a fait... entre les deux; on a surtout fait face aux mécontents qui se plaignent d'incivilités et qui savent pourtant que la délinquance est moindre qu'avant. Sangatte, c'est le premier *camp de réfugiés afghans d'Europe*, là, sous nos yeux. C'est la représentation de ce qui est aujourd'hui l'un des problèmes majeurs du monde: la transhumance, l'émigration, qui en Europe n'est pas comparable aux drames des migrations en Afrique. En Europe, on râle, mais ce n'est rien du tout. Les dirigeants d'Eurotunnel disaient: "Il faut fermer Sangatte, parce que ces gens gênent commercialement le développement d'Eurotunnel." Mais le problème n'est pas le camp, c'est le tunnel et il serait aussi stupide de dire: "Fermez le tunnel."

Dans un journal du soir qui se veut intellectuel et que je ne nommerai pas, l'euro devient "une réalité concrète, une victoire, pour trois cents millions d'Européens" ! Sur au moins six milliards et demi d'êtres humains ? La belle affaire ! Il n'y a pas de quoi éditer un supplément complet au journal.

Si je dis tout cela, dans un désordre volontaire, au cœur de l'actualité, c'est parce qu'on ne peut plus vivre derrière des certitudes, des indifférences ou des fortifications. Pour un médecin, l'une d'elles est le *contrôle sanitaire aux frontières*, la grande illusion. Il y avait déjà le contrôle économique, celui des douaniers; le contrôle militaire, celui des gendarmes, qui était le contrôle politique, et puis on lui a associé un contrôle sanitaire aux frontières. Citez-moi un pays où un virus accepte de se faire contrôler, un pays, même développé, où une bactérie ne passe pas. On en a eu la démonstration avec ce

charbon, cet anthrax arrivé au cœur de l'Amérique dans des conditions qui déstabilisent un épidémiologiste, un peu curieuses. Ma conviction est qu'il s'agit d'un problème interne à l'Amérique. Non, le mal, les maux ne viennent pas toujours de l'étranger... il s'agit-là d'une forme clinique de la mondialisation.

En ce qui concerne d'autres pays, je trouve scandaleux qu'on n'ait pas mobilisé l'opinion publique française pour le drame que vient de vivre Alger. Nos politiques ont tous été peu loquaces dans un premier temps. On n'a pas fait assez, si on avait fait davantage pour l'Algérie, des événements regrettables dans les stades n'auraient pas eu lieu et si on avait demandé à Alger, après, de chanter la Marseillaise, peut-être qu'ils l'auraient chantée.

Il y a toutes ces *guerres oubliées* : au Congo, en Sierra Leone, au Soudan, en Tchétchénie, en Colombie... Tout ce dont on ne nous parle plus parce que la lumière de l'actualité est ailleurs, ce qui est dramatique et déplorable. Voilà la situation du monde aujourd'hui.

En séance plénière, tout à l'heure, des questions ont été posées, et Alain Mérieux a très bien répondu en disant qu'il n'y a pas de vaccin contre le paludisme. C'est vrai et c'est un drame. S'il n'y a pas de vaccin contre le paludisme, c'est aussi parce que, depuis des décennies, il n'y a pas eu suffisamment de moyens. La "pathologie des autres", la "pathologie d'ailleurs" n'intéresse pas vraiment, ou seulement si elle comporte un risque de pandémie pour toute la planète ! Ce qui est vrai pour le paludisme l'est davantage pour le sida. J'ai vu naître le sida en 1981, il a aujourd'hui vingt ans, le virus dix-sept. Rapidement il est apparu que l'épicentre de la maladie n'était pas en Europe, mais que 95% des séropositifs dans le monde se situaient dans les pays en voie de développement, et que 65 à 70% résidaient dans la seule Afrique subsaharienne. Récemment, on a donné le prix Nobel de la paix à un homme sympathique, Kofi Annan. Il était secrétaire général adjoint de l'ONU au moment du Rwanda: qu'a-t-il fait ? Il est vrai que s'il était intervenu brutalement, il n'aurait pas été quelques années plus tard secrétaire général. Et sur le sida, qu'a-t-il déclaré ? Vingt ans après le début de l'épidémie (1981-2001), le premier responsable de la politique mondiale, le phare, dit pour la première fois à la conférence de Davos en janvier 2001: "Sans doute avons-nous sous-estimé le poids du drame du sida sur le continent africain." Prix Nobel de la paix pour son action à l'ONU et pour son action contre le sida ! Il annonce la création d'un fonds de dix milliards de dollars: où est ce fonds ? Je puis vous dire qu'il n'y a pas un euro de débloqué pour la lutte contre le sida actuellement dans les pays en voie de développement. Il faut le savoir et il faut le dénoncer. Qu'on ne parle pas de l'égalité des chances, en particulier pour le sida qui casse le développement du continent africain, une vraie maladie dont on meurt et dans laquelle certains, cyniquement, voient une régulation naturelle de la démographie ! Contre cette affection, au début on évoquait un manque d'argent, le prix trop élevé des thérapies; il valait mieux garder cet argent pour l'hémisphère nord, où il y a moins de malades, qui pourraient être soignés plus facilement. Parce que je proposais de développer une réflexion pour l'accès aux soins et aux médicaments des malades du sida dans les pays pauvres, on m'a fait passer pour un *irréaliste*. Notamment en 1997, lors du congrès d'Abidjan, pour avoir poussé des responsables politiques de rang élevé à prendre une position forte; ils l'ont fait - je parle du président de la République et de son ministre de la Santé -, et l'engagement de la France a été exemplaire dans ce domaine, non seulement pour les malades en France, mais pour ceux d'autres pays et d'Afrique en particulier. Progressivement, les idées ont évolué, et aujourd'hui on se dit qu'on pourrait peut-être faire quelque chose. J'ai vu des "associations de défense des malades" qui, lors du *Sidaction* de 1994, ont pratiquement interdit qu'on parle du *sida en Afrique* ; cela aurait fait "tomber l'audimat", disait-on. Maintenant, les mêmes associations, trouvant que le combat en Europe s'essouffle,

disent: "Il faut faire quelque chose pour l'Afrique", après avoir longtemps freiné la prise de conscience de nos concitoyens. Et je rejoins monsieur Spaeth lorsqu'il disait qu'il ne fallait pas que les associations dites de "défense des malades" aient ce pouvoir que certaines d'entre elles revendiquent avec violence et inculture et qu'elles exerceraient pour d'autres objectifs que la santé.

Voilà une série d'exemples tirés de notre actualité marquant les inégalités dans le monde. Car, au fond, les Afghans, qu'est-ce qui les attend ? La peur au ventre liée à l'insécurité, la famine, conséquence de la sécheresse des années cumulées et le froid de l'hiver actuel, qui tue plus vite que le paludisme les enfants malnutris, oui, des enfants qui ont *froid*, qui ont *faim* et qui ont *peur* ; ce n'est pas, et je m'en réjouis, la situation des nôtres. Je ne vous cache pas cependant que parfois je trouve qu'on en fait un peu trop pour l'enfant d'ici, quand je compare les conditions de survie de l'enfant des pays en voie de développement, qui n'a pas droit aux soins ni à la culture, ou, orphelin, n'a pas droit à l'affection. Il y a là vraiment une inégalité au détriment des trois quarts des enfants du monde: nous devons avoir le courage de dire que nous avons peut-être trop de moyens par rapport au restant du monde, même si nous ne pouvons pas pour autant résoudre tous les problèmes chez nous. Un philosophe, Olivier Abel, écrit: "Nos contemporains, qui auraient, à bien des égards, tout pour être heureux, ont de surcroît une capacité à faire leur propre malheur qui surprend." C'est vérifiable tous les jours. Je ne reviens pas sur certains arrêts de la Cour de cassation. En tant que responsable de la Croix-Rouge, je viens d'apprendre que je vais avoir beaucoup moins de crédits disponibles pour une action caritative auprès des gens en situation très précaire en France et ailleurs, parce que nos assurances vont être considérablement augmentées pour couvrir les frais potentiels induits par les conséquences de l'arrêt Perruche. Les assurances, qui ne sont pas des associations caritatives, vont, elles, se protéger. Nous devons réfléchir si *trop* pour nous, ce n'est pas *encore moins* pour les autres. Nous sommes, je crois, à la recherche d'une société aisée, de plus en plus sans devoirs et ne comportant que des droits; une société qui recherche le plein emploi sans trop de charges de travail. Le plein régime sans grossir. Une société sans obligations, sans sanctions, sans contraintes juridiques, sans responsabilités personnelles, mais à responsabilité seulement collective: c'est toujours la faute des autres, des groupes. Cela me choque que cinquante pour cent des Français rêvent de voir les cinquante autres "mis en examen". Il y a quelque chose de malsain dans notre société. Si elle se tournait vers les autres et si elle voyait les inégalités ailleurs, elle serait peut-être un peu plus tendre pour eux... et pour elle-même. Une société d'assistantat ou d'assurance, une société sans douleur, une société sans maladies. Sans maladies, pour ici au moins. Mais ailleurs, il y a tout un potentiel pathologique qui est d'autant plus effrayant que l'on garde les médicaments, et que nous ne sommes pas capables de trouver - même quand nous le voulons - le chemin du partage. Une société sans vieillesse, et - ce qui m'effraie de plus en plus - sans mort. C'est une société curieuse et qui, culturellement, est en opposition avec ce qui se passe dans le restant du monde, qui n'est pas pour autant un monde extraordinaire et exemplaire. Mais je pense que le temps de mon intervention est écoulé et je préfère répondre à vos questions, en terminant toutefois par une anecdote. Il y a quelques semaines, alors que je visitais les inondés de la Somme, on me fit rencontrer une vieille femme encore alerte, mais vivant seule, réfugiée dans un mobile-home. Elle me dit en souriant: "Mais moi, Monsieur, je suis heureuse ! Oh, ce qui m'ennuie, c'est que je ne rentrerai peut-être plus jamais dans ma maison: elle est inhabitable." Oui, cette femme, avec beaucoup de modestie, disait, dans son petit deux-pièces de campement: "Moi, je suis heureuse, je suis heureuse parce que j'ai trouvé des gens gentils pour m'entourer. Je n'ai jamais été aussi bien entourée que depuis que je suis inondée !".